

ANNEXE 6

COMMUNE DE L'ANSE-BERTRAND

PROCES-VERBAL DE MISE A DISPOSITION DES BIENS DE SERVICE DE COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET DES ENCOMBRANTS DE LA COMMUNE DE L'ANSE-BERTRAND A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU NORD GRANDE- TERRE

Etabli contradictoirement entre :

D'une part la Commune de l'Anse-Bertrand, représentée par son Maire, Monsieur Edouard DELTA dûment habilité par délibération N° 12 du 22 Décembre 2014, ci-après désignée la Commune.

Et

D'autre part, la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre, représentée par sa Présidente, Madame Gabrielle LOUIS-CARABIN, dûment habilité par délibération du conseil communautaire en date duci-après désignée la CANGT.

Vu l'arrêté préfectoral N° 2013-037 du 30 Mai 2013 portant extension du périmètre et transfert de la Communauté des Communes du Nord Grande-Terre en Communauté d'Agglomération.

Vu les statuts de la CANGT.

Considérant que la Commune de l'Anse-Bertrand est membre de la CANGT depuis le 1^{er} janvier 2014 et qu'il a été transféré entre autres, dès cette date.

Au titre des compétences optionnelles, la compétence « protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie » qui comprend la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés et des encombrants.

Vu la délibération de la commune approuvant le rapport de la Commission d'Evaluation de Transfert des Charges (CLETC) du 17 Décembre 2014.

Vu l'article L. 5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) renvoyant aux dispositions des trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et aux articles L.1321-3, L.1321-4 L.1321-5 du CGCT.

Vu l'article L.1321-1 du CGCT qui prévoit que le transfert de compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence.

Vu que selon ce même article, cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et la collectivité bénéficiaire.

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie issue des délibérations et arrêté visés ci-dessus, la CANGT s'est substituée de plein droit, à la date du transfert de compétence, à la Commune de l'Anse-Bertrand antérieurement compétente.

La mise à disposition de l'ensemble des biens, équipements, services et contrats nécessaires à la gestion du service public intercommunal de collecte et traitement des déchets constitue le régime de droit commun applicable au transfert de biens et équipements.

En application des articles L.1321-1 et suivants du CGCT, le présent procès-verbal est conclu entre la Commune de l'Anse-Bertrand et la CANGT afin de

préciser la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

Article 1^{er} – Objet

La Commune de l'Anse-Bertrand a mis à disposition de la CANGT depuis le 1^{er} Janvier 2014, l'ensemble des biens, équipements, droits et obligations qui lui sont attachés, décrit à l'article 3 suivant.

Article 2 – Modalités de mise à disposition

Conformément à l'article L.1321-2 du CGCT, la remise des biens a lieu à titre gratuit.

Ce transfert ne constitue pas un transfert en pleine propriété, mais simplement la transmission des droits et obligations du propriétaire. Dans le cadre de la mise à disposition, seul le droit d'aliéner ne peut pas être transmis à la CANGT.

La CANGT bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire. Elle possède tous pouvoirs de gestion. Elle assure le renouvellement des biens mobiliers. Elle peut autoriser l'occupation des biens remis. Elle en perçoit les fruits et produits. Elle agit en justice au lieu et place du propriétaire.

Article 3- Consistance, état général et situation juridique des biens

3-1 Les biens mobiliers

- 1°) – 4 grands bacs (métalliques ou conteneurs pour le dépôt des encombrants)
- 2°) Une benne à ordures Renault – Immatriculée 973 ARZ 971
- 3°) Un camion Renault – Immatriculé 890 AQH

Les biens préalablement décrits font l'objet d'une mise à disposition de la commune vers la CANGT. Toutefois, les biens mobiliers devant être remplacés seront de la propriété de la CANGT, tout comme les achats nouveaux de mobiliers nécessaires à l'exécution du service public et les biens mobiliers ayant fait l'objet d'une dévolution. Dans ce contexte, l'inventaire des biens mobiliers de la Commune fait l'objet d'une mise à jour régulière.

Les biens mobiliers concernés sont mis à disposition dans l'état où ils se trouvent lors de son entrée en jouissance. La CANGT déclare bien les connaître pour les avoir vus.

3-2 Les biens immobiliers

La Commune ne disposait pas avant le transfert de compétence de biens immobiliers destinés à l'exercice de la compétence transférée.

3.3- Valeur des biens mobiliers.

Ces biens ne sont plus inscrits à l'inventaire.

3.4 Contrats en cours

La CANGT se substitue dans les droits et obligations de la commune en ce qui concerne l'ensemble des contrats en cours relatifs à l'ensemble des biens concernés par la mise à disposition.

Article 4 : Durée

La mise à disposition des biens visés à l'article 3 du présent procès-verbal est faite sans limitation de durée.

Article 5 – Désaffectation des biens mis à disposition

Conformément à l'article L.1321-3 du CGCT, en cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition en application des articles L.1321-1 et L.1321-2 du CGCT, la Commune propriétaire recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés.

La CANGT bénéficiaire de la mise à disposition peut, sur sa demande, devenir propriétaire des biens désaffectés dans les conditions prévues à l'article L.1321-3 du CGCT.

Article 6 – Modifications

Toute modification des clauses du présent procès-verbal fera l'objet d'un avenant établi contradictoirement entre la Commune et la CANGT.

Article 7- Règlement des litiges

Avant tout recours contentieux et pour tout litige lié à l'application du présent procès-verbal, la Commune et la CANGT conviennent d'une procédure amiable du litige.

Fait à Anse-Bertrand, le

La Présidente du CANGT
Bertrand

Le Maire de la Commune de l'Anse-

Gabrielle LOUIS-CARABIN

Edouard DELTA